

DANS LE MONDE...

1^{er} MARS. — A Tunis, Fehrat Abbas précise la conception du F.L.N. sur les pourparlers : « Nous avons demandé l'ouverture immédiate de pourparlers sur les conditions et garanties de son application (de l'auto-détermination), car un principe est une chose et son application en est une autre. Il ne s'agit donc pas de négociations sur l'avenir de l'Algérie. Cet avenir sera ce que le peuple algérien voudra qu'il soit. »

4 MARS. — 200 enfants algériens manifestent à Alger aux cris de : « L'Algérie aux Arabes ! ».

— A Montevideo, manifestation des étudiants contre Eisenhower.

15 MARS. — De Gaulle ayant fermé la porte à la négociation, veut perpétuer la domination coloniale. Déclaration du G.P.R.A. : « Quant à nous, peuple et gouvernement algériens, nous poursuivrons la guerre de libération nationale jusqu'à la réalisation de notre indépendance. Le colonialisme ne laisse pas d'autre issue. »

19 MARS. — Création d'un groupe d'aide au F.L.N. en Turquie.

21 MARS. — Manifestation de masse de la population noire d'Afrique du Sud contre l'obligation de laissez-passer. Massacre de manifestants par la police au Cap et à Johannesburg.

28 MARS. — Grève de 500.000 travailleurs noirs d'Afrique du Sud. Manifestations contre les massacres policiers d'Afrique du Sud à Londres, Ottawa, Léopoldville, La Haye, Lagos, etc...

— Défaite électorale du Parti de Frondizi en Argentine (perte, 25 sièges).

... ET EN FRANCE

6 MARS. — De Gaulle sur l'Algérie : « Nous avons le temps. Il faut d'abord finir la pacification. Si les rebelles ne rendent pas les armes, l'armée ira les chercher... Ce qui est probable, c'est une Algérie algérienne liée à la France. »

1^{er} MARS. — Grève des étudiants contre le régime des sursis. Le même jour, le Conseil des ministres « assouplit » le régime.

18 MARS. — De Gaulle refuse de convoquer le Parlement, malgré 287 demandes de députés (majorité constitutionnelle).

23 MARS-3 AVRIL. — Voyage de Khrouchchev en France.

2 ET 3 AVRIL. — Formation du Parti Socialiste Unifié.

duction plus élevée et par conséquent une moins grande dépendance des exportations. Par contre, la poursuite de la guerre d'Algérie implique, pour répondre à la concurrence internationale, au moins une stagnation du pouvoir d'achat des masses. C'est-à-dire que la poursuite de la guerre d'Algérie est possible seulement si la classe ouvrière est passive.

De Gaulle sait fort bien ne pouvoir tabler très longtemps sur semblable apathie. La conclusion de l'actuelle politique économique à l'encontre de la classe ouvrière ne peut être qu'un très profond mécontentement. Mais de ce mécontentement, ce ne sont pas seulement des grèves qui risquent de naître mais aussi une réanimation politique des masses contre le régime. Or la « force » du régime bonapartiste de De Gaulle n'est faite que de la faiblesse de ses adversaires, et de la classe ouvrière au premier rang.

Certes, c'est principalement le combat du peuple algérien qui pousse les impérialistes français vers l'acceptation de l'indépendance de l'Algérie. Mais en l'absence d'une lutte décidée du prolétariat, menée sur les fronts politique et économique, l'actuelle situation peut se prolonger bien longtemps encore.

Dans ces conditions on peut « s'étonner » de l'absence de réaction du mouvement ouvrier après que De Gaulle ait rejeté toute négociation avec le G.P.R.A. Le 1^{er} février les organisations ouvrières se sont retrouvées unies. Comment se fait-il qu'il n'en soit pas de même maintenant ? Comment se fait-il que pas une seule organisation ayant un tant soit peu d'autorité n'ait lancé un appel pour des manifestations communes CONTRE les positions de De Gaulle. **Où alors faut-il penser que dans l'esprit des directions du P.C.F., du P.S.U., de la C.G.T., de la F.E.N. (1) il s'agissait bien le 1^{er} février d'une grève pour le soutien de De Gaulle ?**

Nous ne voulons pas maintenant polémiquer, mais cette question que nous posons, l'ensemble des militants ouvriers est en droit de la poser aux organisations. Bien entendu cette action ne peut se limiter à une simple critique, mais il faut au contraire réclamer la constitution d'un **Front permanent des organisations ouvrières contre la guerre d'Algérie**. Et obtenir de ce front une action véritable. Ainsi pourrait finir la guerre d'Algérie...

(1) La S.F.I.O. et F.O., malgré des protestations platoniques, restent « gaullistes ».

Encore une fois Reggane

Ce ne sont pas les dimensions des explosions de Reggane qui sont importantes ; il est même probable que l'on n'en augmentera pas beaucoup leur nombre. Ce qui importe, c'est, d'une part, l'esprit qui a engendré ces manifestations et, d'autre part, l'indifférence de l'opinion publique envers elles.

D'une part, il y a cette conception de la « grandeur », de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf, dont le résultat le plus clair est de stimuler les aberrations les plus réactionnaires et notamment le mépris le plus complet des peuples du continent africain.

D'autre part, nous nous trouvons en face de la masse de la population indifférente à ce qui se passe, y compris — comme c'est le cas — lorsqu'il s'agit de son propre sort. Nous payons, dans ce domaine, la carence et la trahison des directions ouvrières en face de la Révolution algérienne. Aucun miracle n'est possible ; il faut remonter péniblement la pente — et on ne le fera qu'en portant des coups à notre propre impérialisme sur le point le plus névralgique pour lui, c'est-à-dire en luttant aux côtés du peuple algérien contre lui. Et c'est ainsi qu'on pourra parvenir à effacer la honte de Reggane.